



FOR IMMEDIATE RELEASE

1 July 2005

“Blair initiative: can and must do better”

MESSAGE FROM ROPPA

THE WEST AFRICAN NETWORK OF SMALLHOLDER FARMERS’ ORGANISATIONS AND AGRICULTURAL PRODUCERS

TO PRIME MINISTER TONY BLAIR AND MEMBERS OF G8

ROPPA, the West African network of smallholder farmers’ organisations and agricultural producers, is sending a clear message to Tony Blair and members of G8 saying that their plight, the survival of agriculture and the future food security of Africa will not be achieved through a skewed World Market: African countries, they argue, need food sovereignty policies.

ROPPA is calling for:

- an **immediate halt to negotiations on Economic Partnership Agreements** until there is a level playing field in terms of trade;
- the **inclusion of smallholder farmers** in developing and implementing plans and programmes for poverty reduction – something they say has been notably absent in the PRSP (Poverty Reduction Strategy Papers) process; and
- **coherent policies** that will address the espoused concern for Africa and will change the inequitable world order, which is controlled overwhelmingly by G8 countries and their corporations.

Attached is the ROPPA statement in French and an unofficial translation in English.

For further information, please contact:

ROPPA: Tél. : (226) 50 36 08 25 Tél./Fax (226) 50 36 – 26 –13;
Email : roppa@roppa-ao.org ; roppabf@liptinfor.bf

The UK Food Group: Mobile: 07949 575711; Email: ukfg@ukfg.org.uk

www.makehungerhistory.org

UK Food Group – working for Global Food Security

PO Box 100, London, SE1 7RT. Tel: 020 7523 2369.

Fax: 020 7620 0719. Email: ukfg@ukfg.org.uk. Website: www.ukfg.org.uk



Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)

Cellule d'Exécution Technique - 09 BP 884 Ouagadougou 09 (Burkina Faso)

Tél. : (226) 50 36 08 25 Tél./Fax (226) 50 36 - 26 -13

Email : roppa@roppa-ao.org ; roppabf@liptinfor.bf

MESSAGE DU RESEAU DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET DES PRODUCTEURS AGRICOLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST AU PREMIER MINISTRE TONY BLAIR ET AUX MEMBRES DU G8

Dix ans après la sonnette d'alarme actionnée par le Sommet Mondial de l'alimentation de 1996, peu d'évolution est constatée dans la l'amélioration de la situation alimentaire d'une large frange de la population du globe. Ils sont encore huit cent quarante (840) millions de personnes qui souffrent de la faim et, deux (2) milliards de carences nutritionnelles. C'est dire que l'objectif de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici à 2015 ne pourra être atteint si la tendance observée est maintenue.

La situation est particulièrement grave pour l'Afrique. De millions de personnes vivent la précarité alimentaire et la pauvreté au quotidien. Plus de la moitié de la population des pays africains au Sud du Sahara ne disposent pas de 1 USD par jour pour se nourrir et s'épanouir. Les trois quarts de ces pauvres viennent du milieu rural. Ainsi, la faim et la pauvreté touchent d'abord ceux qui sont dans les exploitations familiales agricoles et qui fournissent l'essentiel des produits alimentaires de base.

Les raisons avancées pour expliquer la famine et la pauvreté sont connues et récurrentes. Pour y remédier, nous avons entendu les multiples appels au secours et les engagements renouvelés de la communauté internationale pour l'Afrique, le seul continent où la pauvreté ne faiblit pas. Que d'initiatives, de stratégies, de plans et de programmes élaborés au cours de ces vingt dernières années : Programme d'ajustement, soutien à la bonne gouvernance, programme de lutte contre la pauvreté, soutien à la libéralisation et à la privatisation, accord de Lomé, Accès aux marchés ... ! On s'y perd un peu !

Cela a coûté à la Communauté internationale des milliards de dollars, dit-on ! Mais pour les producteurs agricoles, qu'est-ce que cela a représenté, et pour quel impact ? Force est de reconnaître que les bases d'un changement qualitatif dans les systèmes de production sont loin d'être assurées. Pour une Afrique de l'Ouest encline à des sécheresses répétitives seules 1,2% des terres cultivées sont irriguées contre 19,6% dans le reste du monde. Malgré la pauvreté de nos sols, nous ne disposons que de 0,01 Kg pour chaque hectare mis en valeur alors que le reste du monde utilise 100 kg/ha. Pour investir dans nos exploitations, à peine pouvons nous avoir des banques 20 dollars pour 1ha. Le contrôle des maladies et des insectes est simplement hors de portée; l'invasion acridienne récente en est une preuve patente. Heureusement nous avons nos variétés rustiques et les savoirs ancestraux qu'en aucun cas nous ne voulons hypothéquer contre des variétés génétiquement modifiées ou quelques innovations peu éprouvées et aux conséquences désastreuses pour nous mêmes et pour notre environnement encore sain!

Le Paradoxe : Une Afrique agricole qui dépend de l'extérieur pour se nourrir

Malgré les conditions climatiques difficiles, les catastrophes naturelles, les conflits multiples, l'absence de mesures de protection et de soutien et bien d'autres entraves avérées, nous avons accru de 20 à 80% nos productions agricoles entre 1990 et 2002, plus que l'Amérique du Nord (0 à 20%) ou l'Europe de l'Est qui a connu une baisse estimée jusqu'à 50%. De plus, et cela est connu, nos produits sont la source principale des revenus monétaires de nos pays. Nos capitales et grandes villes se sont construites avec la plus value de notre travail !

Mais nos cadres de vie n'ont pas fondamentalement changé ! Nous avons toujours un accès difficile aux services sociaux de base. Nos jeunes ne veulent plus rester dans nos villages et s'adonner aux métiers ruraux ! Tout simplement parce que les métiers de l'agriculture ne nourrissent plus leur homme et ne font pas vivre une famille et s'épanouir des enfants! Pour disposer d'un revenu monétaire, nous avons dû substituer une partie de nos cultures vivrières par des cultures d'exportation destinées à approvisionner les usines dans vos pays du Nord.

Cette situation a pour conséquence de rendre l'Afrique de l'ouest importatrice nette de produits alimentaires, elle qui était il y a à peine dix ans, exportatrice nette. A titre d'illustration, soulignons que de 1993 à 2002, la sous-région a augmenté ses importations de céréales de 60% (18,2% pour le reste du monde) alors que sa production ne s'est accrue que de 16,3% (6% pour la moyenne mondiale). Cette importation massive, qui est largement favorisée par les aides alimentaires et les distorsions observées sur le marché international, résulte de mauvais choix de politique agricole et de l'application d'un libéralisme dogmatique prôné par les Institutions Financières internationales avec la bénédiction des pays donateurs dont ceux du G8.

L'arrivée massive et incontrôlée de produits alimentaires d'importation a eu des effets pervers sur la production locale, sur la profession et les revenus des producteurs. Elles sont nombreuses les exploitations familiales agricoles des zones côtières qui ont dû abandonner l'élevage de volaille ou la riziculture faute de pouvoir vendre sur leur propre marché local à cause des produits alimentaires importés dont certains jouissent de subventions directes ou déguisées.

Le marché mondial ne peut éradiquer la faim et la pauvreté

La situation pourrait s'empirer si nos Etats sont contraints à laisser béants nos frontières et nos marchés agricoles et agroalimentaires comme le stipulent les accords de l'OMC et comme nous l'incite l'Union Européenne (avec les Accords de Partenariat Economique). La réalité connue de tous, est que dans le système actuel de libéralisation et de globalisation, les agriculteurs ne gagnent rien au change. Qu'ils soient d'Afrique, d'Europe, d'Asie ou d'Amérique, les exploitations familiales agricoles voient leurs revenus se réduire de jour en jour malgré l'augmentation de la production. Nombre d'entre nous ont été contraints à l'abandon et les jeunes se détournent du métier.

Nous producteurs agricoles des pays pauvres endettés ou très endettés, autrement dit les « gens de en bas de en bas » ne sommes pas convaincus que par le seul

marché mondial, notre pauvreté va se réduire et la faim s'éradiquer. Nous n'avons jamais cessé d'être dans le marché mondial en tant que producteurs de matières premières d'exportation, sources principales de devises pour l'immense majorité de nos pays. Cela n'a pas fondamentalement changé notre situation de pauvreté.

Nous savons, nous au niveau de nos villages, que le marché est certes bon pour les échanges, mais à un certain niveau c'est surtout bon pour les intermédiaires et les riches commerçants ! Le marché international est peut-être profitable aux agriculteurs, mais pour l'instant il ne profite qu'aux multinationales ! C'est pour cela que nous pensons que ceux qui gouvernent ce monde, ceux qui sont « en haut de en haut » doivent prendre des mesures courageuses pour changer profondément le système commercial international actuel, les négociations de l'OMC et des APE et pour que des instruments plus appropriés de régulation et de gestion de l'offre des produits agricoles soient bien pensés.

Penser d'autres politiques

Nous producteurs agricoles africains, nous représentons l'immense majorité de ceux qui sont pauvres et ceux qui ont faim ! Mais Nous ne voulons pas vivre de charité et de condescendance humanitaire ! Nous ne voulons pas bâtir nos sociétés rurales sur l'aide alimentaire, aussi généreuse soit-elle ! Nous voulons d'abord et avant tout vivre de notre travail !

Nous voulons que l'on considère l'agriculture et les agriculteurs pour leurs fonctions et missions multiples : nutritionnelles, sociales, environnementales et culturelles. Une exploitation agricole n'est pas une usine ! C'est une Unité de Production, certes ! Mais c'est un cadre de vie, une façon d'être et de reproduire la société ! Les produits agricoles ne sont pas des biens manufacturés dont les échanges sont à réguler uniquement par des lois du marché, sommes toutes imparfaites.

Le temps est venu pour que les choses changent ! Le temps est venu pour d'autres politiques et d'autres investissements pour l'Agriculture. La pauvreté ne disparaîtra pas de nos villages tant que ne sera reconnue à l'agriculture la mission fondamentale d'affranchir nos pays de la dépendance alimentaire, c'est-à-dire de favoriser leur accès à une souveraineté alimentaire, comme cela a été le cas en Europe ou en Amérique. La pauvreté et la faim seront toujours présentes tant que les producteurs agricoles n'auront pas la capacité de produire davantage et d'avoir des revenus stables et suffisants pour toute la famille ; ce qui suppose une production certes mais surtout un marché et d'abord les marchés domestiques de proximité. La pauvreté et la faim ne disparaîtront pas de nos pays, si nous-mêmes, nos produits et notre métier ne jouissent pas des mesures appropriées de soutien et de protection de la part de nos gouvernements.

Initiative Blair : peut et doit mieux faire

Depuis 2001, les sommets du G8 sont des moments importants pour de nouveaux engagements des pays les plus riches pour eux-mêmes, pour le monde et pour l'Afrique. Toutes les initiatives sont à accueillir avec optimisme, celle de Blair notamment ! Mais, la pauvreté et la faim sont des maladies qui ne peuvent

s'attaquer qu'à la racine, c'est-à-dire à ses causes politiques. Il ne s'agit pas de proposer des solutions techniques et d'injecter une masse considérable de dollars pour voir les choses changer en Afrique.

Pour que Blair soit cohérent dans son initiative, il ne peut occulter l'analyse des conséquences de la libéralisation et de la privatisation des secteurs économiques et des services en Afrique et ses relations avec la pauvreté du monde rural. Il ne peut également que souscrire à la reconnaissance du droit des pays à la souveraineté alimentaire et du droit de chacun de manger à sa faim, et ce par des actes politiques concrets et par des investissements structurants pour l'exploitation familiale agricole.

Tant que l'aide sera conditionnée par l'adhésion à des schémas de développement dictés par un libéralisme dogmatique, les économies ouest africaines continueront à se dégrader avec pour conséquence la misère et de multiples foyers de tension comme cela a été enregistré ces dernières années. Blair doit soutenir le droit de chaque pays, en particulier ceux d'Afrique, de protéger son agriculture et son économie y compris par des tarifs douaniers.

Il faut sans aucun doute, enlever la chape de plomb qu'il y a sur les gouvernements ouest africains qui leur dénie tout droit d'avoir d'autre politique que celle galvaudée des « Documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) » à l'élaboration desquels les pauvres et les groupes vulnérables ont peu participé.

Blair devra également obtenir de ses pairs l'arrêt immédiat des négociations pour les accords de partenariat économique entre l'Europe et la CEDEAO. Il n'est, en effet, pas réaliste d'envisager la création d'une zone de libre échange et la mise en compétition entre l'Europe et les pays de la CEDEAO qui sont parmi les pauvres du monde. Cela est en inadéquation totale avec les vœux d'amener l'Afrique à sortir de la pauvreté.

ROPPA
Ouagadougou, Burkina Faso
July 2005



Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)
Cellule d'Exécution Technique - 09 BP 884 Ouagadougou 09 (Burkina Faso)

Tél. : (226) 50 36 08 25 Tél./Fax (226) 50 36 – 26 –13

Émail : roppa@roppa-ao.org ; roppabf@liptinfor.bf

UNOFFICIAL TRANSLATION

MESSAGE FROM THE WEST AFRICAN NETWORK OF SMALLHOLDER FARMERS' ORGANISATIONS AND AGRICULTURAL PRODUCERS TO PRIME MINISTER TONY BLAIR AND MEMBERS OF G8

Ten years after the alarm bells were sounded by the World Food Summit in 1996, there has been little improvement of the food situation for a large number of the world's population. They are still more than eight hundred and forty (840) million people who suffer from hunger and, two (2) billion who have nutritional deficiencies. The objective to reduce by half the number of people suffering from hunger by 2015 cannot be achieved on current trends.

The situation is particularly serious in Africa. Millions of people are food insecure and live in daily poverty. More than half the population of Sub-Saharan African has less than 1 US dollar a day to feed themselves and develop. Three quarters of these poor come from rural areas. Thus, hunger and poverty affects mainly the family farmers who provide most of the region's basic foodstuffs.

The reasons given to explain hunger and poverty are known and often repeated. To mitigate these, the international community has made multiple calls for help and renewed commitments to Africa, the only continent where poverty is not declining. All kinds of initiatives, strategies, plans and programmes have been developed during the past twenty years: structural adjustment programmes, support for good governance, programmes to fight against poverty, support for liberalization and privatization, Lomé agreement, access to markets...! It's hard to keep track!

All of this has cost the international community billions of dollars, it's said! But what has it meant for agricultural producers? What has been the impact? All the evidence indicates that qualitative improvements in the systems of production are far from being assured. For West Africa, subject to repeated droughts, only 1.2% of the cultivated area is irrigated compared with 19.6% in the rest of the world. In spite of the poverty of our soils, we have only 0.1 kg of fertiliser for each hectare whereas much of the rest of the world uses 100 kg/ha. So far as investments in our production are concerned, we have difficulty in raising even \$20 from the banks for each hectare. Control of diseases and insects is simply out of our reach; the recent locust invasion testifies to this. Fortunately we have our local seed varieties and our indigenous knowledge that under no circumstances do we want threatened by genetically modified varieties or innovations that have been insufficiently tested and could have potentially the disastrous consequences for ourselves and our thankfully still healthy environment!

The Paradox: an Agricultural Africa which depends on outsiders to feed itself

In spite of difficult climatic conditions, natural disasters, multiple conflicts, the absence of support and protection measures, we increased our agricultural production by 20 to 80% between 1990 and 2002, more than North America (from 0% to 20%) or Eastern Europe which fell by up to an estimated 50%. Moreover, as is known, our products are the

principal source of the monetary incomes of our countries. Our capitals and large cities were built on our labour!

But our quality of life has basically not changed! We still have difficulties in accessing basic social services. Our young people no longer want to stay in our villages nor to devote themselves to rural professions! Quite simply because agriculture enterprises are no longer able to feed the people who depend on them or to ensure livelihoods for families and support children! To get cash, we have had to replace a part of our food crops with production for export, destined to supply the factories in your countries of the North.

This situation has made West Africa a net importer of foodstuffs when, hardly ten years ago, it was a net exporter. From 1993 to 2002, the sub-region increased its cereal imports by 60% (18.2% for the rest of the world) whereas its production increased only by 16.3% (6% - the world average). This massive importation, which is largely supported by food aid and distortions in the international market, is the result of bad choices in agricultural policy and the application of a dogmatic liberalism preached by the International Financial Institutions with the blessing of the donor countries, including those of G8.

The massive and uncontrolled import of foodstuffs has had perverse effects on local production, farming and producers' incomes. Many family farms in the coastal zones have had to give up poultry production or growing rice for sale in local markets because of imported foods, some of which enjoy direct or hidden subsidies.

The world market cannot eradicate hunger and poverty

The situation could become worse if our States are forced to open our borders and our agricultural and food markets as required by agreements of the WTO, and as stipulated by the European Union (in the Economic Partnership Agreements). The simple truth is that the current system of liberalization and globalisation brings no benefits to farmers. Whether they are from Africa, Europe, Asia or the Americas, family farms are seeing their incomes diminish day by day in spite of increases in production. Many of us have been forced to abandon our farms and young people have had to leave the land.

We, agricultural producers from indebted or highly indebted poor countries, in other words "the lowest of the low" are not convinced that the world market will suffice to reduce our poverty and eradicate hunger. There has never been a time when we were **not** in the world market as producers of raw materials for export and principal sources of foreign exchange for the vast majority of our countries. Yet that has had little basic effect on our situation of poverty.

We know, we at the village level, that the market is important for trading, but it is especially favourable for commercial middlemen and rich people! The international market could perhaps be advantageous for farmers, but for the moment it only benefits the multinationals! It is for that reason we think that those who control this world, those who are "the highest of the high" must take courageous measures to radically change the current system of international trade, in the WTO and EPA negotiations, and to develop more adequate instruments of regulation and supply management of agricultural produce.

Think of other policies

We, African agricultural producers, represent the vast majority of those who are poor and hungry! But we do not want to live off charity and humanitarian good will! We do not want to build our rural societies on food aid, however generous it may be! We want above all to live from our work!

We want agriculture and farmers to be valued for their work and multiple functions: nutritional, social, environmental and cultural. A farm is not a factory! It is a production unit, of course. But it is also a way of life, a way of being and of sustaining society! Agricultural products are not manufactured goods whose trade can be controlled simply by the imperfect laws of the market.

The time has come to change things! The time has come for other policies and other types of investments in Agriculture. Poverty will not disappear from our villages so long as it is not recognized that agriculture is fundamental to freeing our countries from food dependence, i.e. to support their food sovereignty, as was the case in Europe or America. Poverty and hunger will be always present so long as agricultural producers will not be able to produce more and to have stable incomes, sufficient for all the family; this requires production, of course, but all a market, domestic, local markets in the first instance. Poverty and hunger will not disappear from our countries until we, our products and our trade receive appropriate support and protection measures from our governments.

Blair initiative: can and must do better

Since 2001, the G8 summits have been important events at which new commitments have been made by the richest countries for themselves, the world and Africa. All the initiatives should be welcomed with optimism, those of Blair in particular! But, poverty and hunger are diseases which can only be attacked at the root, i.e. their political causes. It is not a matter of proposing technical solutions and injecting a large amount of dollars to make things change in Africa.

In order for Blair's initiative to be plausible, he cannot ignore the analysis of the links between liberalization and privatization of the economic sectors and services in Africa, on the one hand, and poverty in the rural world on the other. He should also recognise the right of countries to food sovereignty and the right to food for everyone , and to do this through concrete political acts and structural investments in family farming.

As long as aid is conditional to adopting development models dictated by dogmatic liberalism, West African economies will continue to decline and misery and multiple sources of tension will increase, as we have witnessed in recent years. Blair must support the right of each country, in particular those of Africa, to protect its agriculture and its economy including through tariffs.

It is necessary without any doubt, to remove the heavy yoke that prevents West African governments from developing another policy to replace the bungled "Poverty Reduction Strategy Papers (PRSPs)" in whose formulation the vulnerable poor and their organisations took little part.

Blair will also have to get his peers to call an immediate halt to the negotiations on Economic Partnership Agreements between Europe and ECOWAS. It is totally unrealistic to envisage the creation of a free trade area, setting Europe in competition with the countries of ECOWAS, which are among the poorest in the world. That is in total contradiction with commitments to lead Africa out of poverty.

*ROPPA
Ouagadougou, Burkina Faso
July 2005*